

## VITTOT Roland, Jean, Marie, Auguste

*Gérard Magnin*

**Né le 4 février 1933 à Chaux-les-Passavant (Doubs) ; ajusteur chez LIP puis directeur d'un centre de vacances et accompagnateur d'allocataires du RMI ; militant jociste, syndicaliste CFTC puis CFDT, délégué du personnel chez LIP (1958-1976), président du syndicat CFDT des métaux de Besançon (Doubs) (1968-1974) ; membre de l'ACO ; militant du PSU puis militant des Verts ; conseiller municipal de Besançon (1983-1989).**

Son père, Ferréol Vittot (1898-1986), était paysan à Chaux-les-Passavant, un petit village non loin de Besançon, région où le catholicisme était très prégnant. Il était militant associatif familial (Association des Familles Nombreuses) et adhérait au Mouvement républicain populaire (MRP). Sa mère, Marthe Chuard (1893-1979), travaillait aussi à la ferme. La famille était catholique pratiquante et comptait sept enfants (trois filles et quatre garçons) dont Roland était le sixième. Roland Vittot fréquenta l'école primaire publique du village jusqu'au certificat d'études primaires obtenu à l'âge de quatorze ans. Très jeune, il participa aux travaux de la ferme en toutes saisons. Après le primaire et après une année de cours complémentaire qui s'avéra négative, il décida de prendre une orientation professionnelle en mécanique. En 1951, il obtint son CAP d'ajusteur au centre d'apprentissage de Vesoul (Haute-Saône).

Là-bas, il fit partie de la troupe théâtrale, développant ainsi son goût pour le théâtre que l'institutrice et le curé de son village lui avaient fait découvrir et interprétant des monologues. Tout cela lui fut bien utile plus tard quand il lui fallut prendre la parole en public. Arrivé à Besançon à l'âge de dix-sept ans, il s'enrôla de nouveau dans une troupe de théâtre, « Les Semeurs de joie », qui donnait des spectacles dans les établissements hospitaliers. Durant toute sa vie, il ne manquait jamais une occasion de conter avec grand talent des histoires, de faire découvrir le pays de Louis Pergaud (1882 - 1915), l'écrivain local (prix Goncourt 1910) auteur de la *Guerre des boutons*, ou de pousser les chansonnettes locales.

Muni de son CAP, Roland Vittot fit un court passage en 1951 à l'usine de tracteurs Douge à Besançon. Puis, en mars 1952, il fut embauché chez LIP, alors la première manufacture d'horlogerie française qui comptait jusqu'à 1 200 employés, en majorité des femmes. Le travail y était beaucoup plus minutieux que pour la fabrication de tracteurs. En octobre 1953, il fut appelé sous les drapeaux et incorporé au 18<sup>e</sup> régiment d'infanterie parachutiste de Pau (Basses-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques). Durant son service militaire, il fut affecté pour trois mois en Algérie, notamment dans les Aurès à effectuer des « opérations de maintien de l'ordre », selon la formule consacrée à l'époque. Libéré de ses obligations militaires en février 1955, il est rappelé en août jusqu'en décembre. Cette expérience lui fit prendre conscience des méfaits de la colonisation, tant en campagne qu'en ville. Il revint en pensant que « jamais la France ne pourra rendre à l'Algérie ce qu'elle lui a pris ». Dès son retour à la vie civile, il participa à toutes les manifestations qui dénonçaient cette guerre absurde.

En 1956, il adhéra à la CFTC chez LIP et s'engagea à l'Action catholique ouvrière (ACO), dans le sillage de son frère aîné et de son épouse, tous les deux militants de l'ACO après avoir implanté la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) à Besançon.

Le 12 juillet 1958, Roland Vittot épousa Fernande Grisot, née le 19 mars 1931 à Vaudrivillers (Doubs), fonctionnaire au ministère de l'Équipement. Alors que le couple eut cinq enfants : Dominique (1959), Marie-Christine (1961), Alain (1964), Jean (1967) et Fabienne (1968), sa femme fut un soutien indispensable pour qu'il puisse faire face à ses engagements croissants. En effet, quelques mois avant son mariage, Roland Vittot fut élu pour la première fois délégué du personnel CFTC chez LIP, mandat qu'il poursuivit sous l'étiquette CFDT dès 1964 et jusqu'en 1976. Il milita aux côtés de [Charles Piaget](#), l'un des principaux animateurs de la section dont il fit la connaissance dès 1956, lors de rencontres informelles entre chrétiens de LIP, avant de rejoindre quelques mois plus tard l'équipe ACO de son secteur.

Pour Roland Vittot, la rénovation des pratiques du Comité d'entreprise fut un tournant fondamental pour tout ce qui se passa chez LIP par la suite. Le déclic lui vint lors d'un stage syndical où le permanent CFTC avait dit : « Vous feriez mieux de vous occuper du fonctionnement économique de votre usine plutôt que de faire du commerce ». En effet, la pénurie des approvisionnements de l'après-guerre avait amené le Comité d'entreprise à acheter en gros du charbon, des pommes de terre et d'autres produits alimentaires courants. Les heures de

délégation étaient absorbées par ces activités ainsi que par le choix des jouets de Noël des enfants du personnel ou des lieux de colonies de vacances. Cela convenait bien au patron, Fred Lip, qui n'hésitait pas à augmenter le contingent d'heures de délégation pour ces tâches.

La situation des approvisionnements étant redevenue normale, il fallait, pour Roland Vittot, mettre fin à ce type d'activités qui détournait les élus du CE de l'essentiel. Il batailla dur, dans la section CFTC et plus encore avec la CGT, pour en finir avec les achats/ventes du CE et pour attribuer aux parents un bon qui leur permettrait de choisir eux-mêmes le jouet ou la colonie de vacances de leurs enfants.

En même temps, le but de ces changements était expliqué au personnel : permettre aux délégués de s'occuper en priorité du fonctionnement de l'entreprise et d'encourager les salariés à s'informer sur la stratégie patronale mise en œuvre par Fred Lip, bien souvent désastreuse et dont le personnel subissait les conséquences, notamment en terme salarial.

Au moment de Mai 68, la section CFDT de LIP était devenue majoritaire. Quand fut annoncée la grève chez Renault, le jeudi 16 mai, le personnel des ateliers demanda à s'y associer. La CFDT voulait une réflexion avant de décréter l'occupation. Une dizaine de militants, de la CFDT, qui prônait la planification démocratique et l'autogestion, de l'ACO, qui parlait de pluralité, et du PSU, qui promouvait le contrôle ouvrier, se retrouvèrent un week-end complet dans la salle à manger des Piaget. Il fut décidé de tenir le lundi matin 20 mai une assemblée générale qui décida la grève avec deux volets : les revendications et l'action. Après douze jours d'occupation, le personnel refusa un accord qui ne prévoyait pas l'échelle mobile des salaires. La grève se poursuit et l'échelle mobile fut obtenue. Pour Roland, le principal acquis de Mai 68 c'est le panneau d'affichage qui fut un outil primordial pour l'information du personnel tout au long des années suivantes.

Ces ingrédients de démocratie ouvrière se retrouvèrent dans le conflit de 1973 : information auprès de tout le personnel, panneau d'affichage géant, assemblées générales, débats, votes du personnel. L'exemplarité démocratique du conflit LIP venait donc de loin, c'est pourquoi Roland Vittot, le syndicaliste laboureur, s'est agacé quand, dans les films et les livres relatant ce conflit, l'histoire de LIP semble parfois se résumer à l'auto-organisation spontanée d'un Comité d'Action créé pendant le conflit. Animé par [Jean Raguenès](#), prêtre-ouvrier, syndiqué à la CFDT comme bon nombre de ses membres, ce comité composé de jeunes militantes et militants se voulait une forme de démocratie directe complémentaire des organisations syndicales. Roland Vittot reconnut publiquement son importance mais tout cela ne se passa pas sans friction.

L'après-68 ouvrit une période intense de revendications et de luttes. Roland Vittot avait participé, dès 1956 aux activités du Syndicat des Métaux de Besançon. Une vingtaine de militants de différentes usines se réunissaient une fois par mois. La CFDT s'était beaucoup développée en mai et juin 1968, avec désormais plus de vingt sections d'entreprise comptant au total un millier de syndiqués femmes et hommes. Roland anima de Syndicat qui alors organisait une permanence par semaine, ainsi que des réunions proches des entreprises pour faciliter la participation des salariés. Cela voulait dire deux soirs par semaine...

Roland Vittot avait en effet en permanence le souci de la formation syndicale et de la syndicalisation. Il avait toujours sur lui des bulletins d'adhésion, car disait-il, « si les délégués s'investissent, les adhésions doivent suivre ». En parallèle, il contribua activement à la brochure éditée en 1971 par le PSU de Besançon et intitulé *Un an de lutte chez LIP*. Roland Vittot était en effet membre de ce parti depuis 1965

Alors les menaces sur la pérennité des emplois dans l'industrie horlogère, bousculée par la nouvelle technologie du quartz et la montée en puissance de la concurrence japonaise, se faisaient plus précises. En 1970, la société Ebauches SA, entrée dans le capital trois ans plus tôt, était devenue actionnaire majoritaire de LIP.

Début 1973, alors que la situation de l'entreprise se dégradait, la CFDT de LIP produisit et diffusa aux responsables politiques un memorandum afin de les alerter sur la situation. Il se terminait par : « Vous ne serez pas étonnés si dans quelques semaines ou quelques mois un grave conflit éclate à Besançon ». La suite leur donna malheureusement raison.

Le 17 avril 1973, le dépôt de bilan de LIP fut annoncé. La section CFDT fut le moteur de l'action qui s'engagea alors : assemblées générales, refus de la grève générale, ralentissement de l'activité, popularisation plus forte dans l'entreprise, sur Besançon et dans toute la région. Il s'agissait d'appeler les populations à prendre conscience que l'industrie horlogère française était fortement menacée.

Après deux mois de lutte, les administrateurs provisoires vinrent à l'usine le 12 juin rencontrer le Comité d'entreprise. La nouvelle se répandit que LIP allait fermer et qu'il n'y avait pas de repreneurs en vue. Ils furent alors séquestrés par les salariés en colère. Sous la menace d'une intervention des forces de l'ordre et dans une atmosphère survoltée, barres de fer à l'appui, Roland Vittot, de nature non-violente et pensant à la suite, fendit, de sa propre initiative, le groupe de salariés pour aller libérer le syndic et la direction afin, disait-il, « d'éviter une bagarre

dont les ouvriers ne sortent jamais vainqueurs ». Pas un mot de protestation du côté des salariés.. La balle revint alors dans le camp des salariés. Plus de travail. Plus d'emploi. Que faire ? Au cours d'une réunion mémorable tenue le soir-même, après plusieurs heures de réflexion, une seule issue se profila : mettre en lieu sûr le stock de montres durant la nuit. Ce qui fut dit, fut aussitôt fait et Roland Vittot participa à l'opération. À son retour le lendemain matin, il entendit un tonnerre d'applaudissements en provenance du restaurant d'entreprise, là où se tenaient les assemblées générales, qui saluait le vote de la prise en charge par les travailleurs du stock de montres. Les jours suivants, il fut décidé de remettre en route une chaîne de montage à partir du 18 juin et de vendre des montres afin de pouvoir verser les salaires. De là découla le célèbre slogan « On fabrique, on vend, on se paie ».

Les responsabilités à assumer et les surveillances de la police à déjouer nécessitaient une nouvelle organisation. Il y avait aussi la réception des visiteurs, des acheteurs, les réponses aux très nombreuses demandes d'aller tenir meeting et vendre des montres en France et à l'étranger. Roland Vittot répondit aussi aux sollicitations de la CFDT et du PSU, car Charles Piaget, tête d'affiche très demandée, ne pouvait pas être partout à la fois.

Puis les événements se succédèrent rapidement à compter notamment du 2 août 1973 et du versement de la première paie « sauvage » aux salariés et après l'intervention des CRS dans l'usine occupée le 14 août obligeant à une nouvelle organisation. La production s'effectua alors dans un gymnase du quartier de Palente mis à disposition par la municipalité. C'est à ce moment-là que Charles Piaget prononça la fameuse phrase : « L'usine est là où sont les travailleurs ». Au meeting de protestation du 16 août où intervinrent [Edmond Maire](#) et [Georges Séguay](#), Roland Vittot prit la parole au nom de la CFDT de LIP pour saluer la détermination de ses camarades de lutte. Après la marche organisée à Besançon le 29 septembre qui réunit 100 000 personnes venues de toute la France et de l'étranger, le médiateur nommé par le gouvernement, Henri Giraud, proposa un plan de reprise prévoyant des licenciements qui fut très largement rejeté par les salariés à l'issue d'un vote du personnel. La CFDT, comme le Comité d'Action avait proposé ce rejet, alors que la CGT en décidait autrement. Le front syndical fut rompu. Durant les mois suivants où l'ambiance était morose, Roland Vittot, continua d'animer les « 6 heures de LIP » organisées à un rythme soutenu dans les grandes villes françaises.

En janvier 1974, les LIP ne voyaient pas d'issue immédiate au conflit et le moral baissait. Mais la persévérance permit de faire émerger une offre de reprise suscitée à Paris par des patrons progressistes, sous l'égide de responsables de la FGM, dont [Jacques Chérèque](#) et [Frédo Moutet](#), et soutenue par [Michel Rocard](#), secrétaire national du PSU. Mais cette partie des négociations échappait aux salariés. Après des discussions à Dôle (Jura), puis la signature d'un accord qui prévoyait la réembauche de tous, échelonnée sur onze mois, un directeur général, [Claude Neuschwander](#), fut nommé. En mars 1974, lors du rassemblement devant l'usine à l'occasion du redémarrage, Roland Vittot prononça un discours qui se termina par : « La lutte se poursuivra jusqu'à ce que le dernier des LIP soit réintégré ». En effet, seuls 114 salariés avaient été repris, avec promesse de réintégration de l'ensemble avant la fin de l'année. Roland fut réintégré en novembre. Entre temps, il suit des stages et continua à exercer son activité de DP de façon informelle, l'usine étant ouverte aux non-repris. Après sa réintégration, il fut à nouveau élu délégué du personnel.

Deux ans plus tard, début 1976, les difficultés de trésorerie et la pression gouvernementale aboutirent à un second dépôt de bilan. S'ouvrit alors une période de quatre années durant lesquelles la production avait repris ainsi que la vente de montres par les salariés licenciés et sans emploi.

Roland Vittot joua un grand rôle pour organiser les ventes partout en France, notamment avec les réseaux CFDT et PSU afin de réunir les ressources financières nécessaires pour assurer les salaires. Diverses initiatives furent prises pour assurer les ressources nécessaires, avec des décisions prises en comité restreint, comme on peut le comprendre dans un tel climat.

Il s'impliqua également dans les liaisons avec d'autres entreprises en lutte dans toute la France qui organisaient des rencontres ici ou là : Everware, Chaussure Romans, Gambin, Cerizay, etc. Débordé, il abandonna la responsabilité du Syndicat des Métaux, mais s'impliqua fortement avec les syndiqués du Haut-Doubs en but à la crise horlogère qui débutait et dont LIP avait été le premier détonateur.

Pendant ce temps, des solutions industrielles coopératives se préparaient à partir des compétences du personnel, dont celles acquises durant le conflit. Ce fut le projet Les Industries de Palente pour la mécanique qui se concrétisa en 1980, les Coopératives Artisanales de Palente pour le travail du bois, l'Imprimerie La Liliputienne, le Restaurant Au Chemin de Palente, et le Collectif de Liaison Education et Formation (CLEF).

C'est pour cette dernière structure que Roland Vittot dirigea le Centre de Vacances de la Frasnée, à Clairvaux les Lacs dans le Jura lorsqu'il quitta Les Industries de Palente en octobre 1983. Il y

accueillit tous les publics tout au long de l'année. En 1990, il revint à Besançon où il occupa, dans le cadre d'un projet européen, un poste expérimental pour l'accompagnement des bénéficiaires du RMI.

Il prit sa retraite en 1993, le jour de ses soixante ans. Il collabora ensuite bénévolement avec une association d'insertion durant deux ans jusqu'à la création des emplois-jeunes. Il créa alors une section de patois dans une association à activités multiples. Elle réunit jusqu'à soixante adhérents de 25 villages, sans se préoccuper de leur couleur politique forcément très diverse. Elle cessa d'exister en 2015, après vingt ans d'existence. Dans ce cadre, il coordonna l'édition d'une publication périodique de patois, *La Ticlette*, préparée collectivement avec les adhérents de l'association.

Roland Vittot prit également une part active au sein du PSU pendant plus de vingt ans. Dès 1965, il fut candidat sur une liste de gauche – avec le Parti communiste - aux élections municipales à Besançon, contre la municipalité sortante dirigée par [Jean Minjoz](#) et formée de la SFIO, des Radicaux et de centristes. Militant de la cellule PSU de LIP, il fut candidat sous cette étiquette aux élections cantonales à Besançon en 1976. À cette époque, le PSU était bien implanté à Besançon, avec plus de 120 militants, plutôt bien enracinés dans la vie sociale. En 1983, il fut élu conseiller municipal PSU de la ville sur la liste de gauche, en compagnie de Paulette Guinchard (1949-2021) qui instaura plus tard, sous le gouvernement de [Lionel Jospin](#), l'Allocation personnalisée pour l'autonomie (APA).

Roland Vittot se rendit en Pologne en 1980, avec [Huguette Bouchardeau](#), alors secrétaire nationale du PSU, pour témoigner de sa solidarité avec les syndicalistes polonais de *Solidarnosc* confrontés à la répression du régime communiste.

Il resta au PSU jusqu'à sa dissolution en 1989 avant d'adhérer au parti des Verts, devenus Europe Écologie les Verts en 2010, et d'y demeurer jusqu'en 2014. En 2021, il demeurait syndiqué avec les retraités CFDT du Doubs.

SOURCES : Collectif LIP, *Charles Piaget et les LIP racontent*, Stock, 1973. — Collectif CFDT, *LIP 73*, Seuil, 1973. — Collectif LIP, *LIP Affaire non classée*, Syros, 1976. — Laurent Galandon, Damien Vidal, *LIP : des héros ordinaires*, Dargaud, 2014. — Donald Reid, *L'affaire Lip (1968-1981)*, PUR, 2020. — Joël Mamet, *Piaget, avant pendant après LIP*, Édition de Sekoya, 2020. — Entretiens avec Roland Vittot en 2018 et 2021.

---

#### Photos



Roland Vittot.  
JPEG - 73.2 ko  
260 x 340 pixels

---

Pour citer cet article :

<https://maitron.fr/spip.php?article241421>, notice VITTOT Roland, Jean, Marie, Auguste par Gérard Magnin, version mise en ligne le 6 juillet 2021, dernière modification le 6 juillet 2021.